

Depuis plus de 30 ans, le GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) évalue l'état des connaissances sur l'évolution du climat, ses causes, ses impacts. Il identifie également les possibilités de limiter l'ampleur du réchauffement et la gravité de ses impacts et de s'adapter aux changements attendus. Les rapports du GIEC fournissent un état des lieux régulier des connaissances les plus avancées. Cette production scientifique est au cœur des négociations internationales sur le climat. Elle est aussi fondamentale pour alerter les décideurs et la société civile. En France, de nombreuses équipes de recherche travaillent sur ces sujets, impliquant plusieurs centaines de scientifiques. Certains d'entre eux contribuent à différentes phases d'élaboration des rapports du GIEC.

Ce sont ses États membres qui assurent collectivement la gouvernance du GIEC et acceptent ses rapports durant des réunions plénières annuelles ou bisannuelles. La liaison permanente entre le GIEC et les États est assurée par un point focal national. En France, cette fonction est exercée par [l'Observatoire national sur les effets du réchauffement climatique \(ONERC\)](#), depuis 2001.

## Création et mission

Le GIEC a été créé en 1988 par deux institutions des Nations unies :

- [Organisation météorologique mondiale \(OMM\)](#)
- [Programme des Nations unies pour l'environnement \(PNUE\)](#)

Cet organisme intergouvernemental est ouvert à tous les pays membres de ces deux organisations.

195 Membres du GIEC, soit la quasi-totalité des pays du monde

- Le GIEC a pour mandat d'évaluer, sans parti pris et de manière méthodique et objective, l'information scientifique, technique et socio-économique disponible en rapport avec la question du changement du climat. Ces informations sont synthétisées à partir des recherches ou études effectuées par des scientifiques, des experts ou des organismes et publiées dans des revues scientifiques.
- Le GIEC n'est pas un laboratoire ni une structure commanditant et finançant ses propres recherches. C'est un lieu d'expertise collective visant à synthétiser les travaux menés dans les laboratoires du monde entier.
- Le GIEC travaille à dégager clairement les éléments qui relèvent d'un consensus de la communauté scientifique et à identifier les limites dans les connaissances ou l'interprétation des résultats. La compréhension des fondements scientifiques du changement climatique provoqué par l'homme doit permettre d'en établir les conséquences et d'envisager des stratégies d'adaptation et d'atténuation.

## Structure du GIEC

### L'assemblée générale du GIEC

Le GIEC fonctionne sur la base d'une réunion plénière qui se réunit une ou deux fois par an et dans laquelle chaque membre dispose d'une voix. Toutes les décisions, à l'exception de

l'élection des membres du Bureau, sont prises par les représentants des gouvernements, par consensus, en réunion plénière. Chaque gouvernement dispose d'un point focal national. En France, cette mission est dévolue à l'ONERC (Observatoire national sur les effets du réchauffement climatique).

## **Le bureau du GIEC**

Organe exécutif du GIEC, le bureau est composé de scientifiques élus par l'assemblée plénière de manière à représenter les différentes disciplines et régions du monde.

Ses 36 membres incluent :

- le président : Hoesung Lee (République de Corée), élu le 6/10/2015
- 3 vice-présidents : Ko Barrett (USA), Thelma Krug (Brésil), Youba Sokona (République du Mali)
- les bureaux de chacun des 3 groupes de travail
- les 2 coprésidents de l'équipe spéciale

Les membres du bureau sont élus pour un cycle complet qui dure de cinq à sept ans, ce qui correspond à la durée de l'établissement d'un rapport d'évaluation. L'actuel bureau du GIEC a été élu au cours de la 42e réunion plénière du GIEC qui s'est déroulée du 5 au 8 octobre 2015 à Dubrovnik, en Croatie. Cette élection a aussi permis de déterminer la composition du bureau des équipes de chacun des groupes de travail du GIEC.

- [Liste des membres du bureau du GIEC](#)

## **Les groupes de travail du GIEC : 3+1**

L'expertise scientifique est conduite par trois groupes de travail et une équipe spéciale pour les inventaires nationaux de gaz à effet de serre (GES).

- Le groupe de travail 1 évalue les aspects scientifiques du système climatique et de l'évolution du climat.
- Le groupe de travail 2 s'occupe des questions concernant la vulnérabilité des systèmes socio-économiques et naturels aux changements climatiques, les conséquences négatives et positives de ces changements et les possibilités de s'y adapter.
- Le groupe de travail 3 évalue les solutions envisageables pour limiter les émissions de gaz à effet de serre ou atténuer de toute autre manière les changements climatiques.
- L'équipe spéciale pour les inventaires nationaux de gaz à effet de serre développe et améliore un guide méthodologique pour le suivi des émissions de GES. L'usage d'une telle référence commune favorise les travaux de la [Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques](#) (CCNUCC).

## **Le secrétariat du GIEC**

Le GIEC dispose d'un secrétariat à Genève (Suisse), hébergé par l'Organisation Météorologique Mondiale (OMM). Le secrétariat du GIEC est composé seulement d'une dizaine de permanents.

- [Organisation Météorologique Mondiale \(OMM\)](#)

- [Le Secrétariat du GIEC](#)

## Le budget du GIEC

Les États-membres peuvent contribuer volontairement au budget annuel du GIEC qui est d'environ 6 millions d'euros.

La contribution de la France s'élève à 1 million d'euros et est alimentée par trois ministères : Transition écologique, Affaires étrangères, Recherche. Depuis 2016, la France finance aussi le fonctionnement de l'unité de support technique du groupe de travail 1.

Les groupes de travail sont composés de scientifiques s'engageant bénévolement comme experts (environ 8 mois d'équivalent temps plein répartis sur 3 ans).

## Activités et procédures du GIEC

La principale mission du GIEC consiste à évaluer, à chacun de ses cycles, l'état des connaissances les plus avancées relatives au changement climatique.

Pour ce faire, il produit durant chacun de ses cycles :

- un rapport d'évaluation composé de plusieurs volumes. Cinq rapports d'évaluations ont été publiés entre 1990 et 2014. En mai 2017, le GIEC a défini le plan du sixième rapport d'évaluation (AR6) qui sera publié entre 2021 et 2022.
- des rapports spéciaux qui fournissent une évaluation relative à thème spécifique. Au cours de son 6<sup>e</sup> cycle, le GIEC a produit 3 rapports spéciaux dont les thèmes ont été choisis par les États.

Le GIEC peut également produire :

- des rapports méthodologiques dans lesquels les experts fixent les méthodes à appliquer pour les inventaires nationaux d'émissions de gaz à effet de serre.
- des documents techniques sur des sujets qui nécessitent des informations et des avis scientifiques établis de façon collective, indépendante et transparente.

Les rapports du GIEC ne doivent pas prescrire de choix de nature politique. La formule constamment rappelée à ce sujet est que le contenu des rapports doit être « policy relevant, but not policy prescriptive » (pertinentes politiquement, mais non prescriptives).

Si l'originalité du GIEC est d'associer les États au processus d'élaboration des rapports d'évaluation, ceux-ci n'interviennent que lors de la phase finale : la rédaction du « résumé pour décideurs ». Ce texte est examiné puis adopté ligne par ligne par les représentants des gouvernements sous le contrôle des scientifiques, auteurs du texte initial. Ainsi, les États interviennent effectivement dans le processus d'acceptation de la synthèse des rapports d'évaluation, ce qui leur donne un caractère universel, mais pas dans le processus d'expertise scientifique qui consiste à rédiger le rapport extensif.

La production du GIEC constitue l'apport scientifique alimentant les négociations internationales sur le climat qui se déroulent sous l'égide de la CCNUCC, notamment pour la

mise en œuvre de l'Accord de Paris qui est entré en vigueur le 4 novembre 2016.  
Lors des négociations internationales, le GIEC a le statut d'observateur.

Les travaux du GIEC obéissent à une série de principes et de procédures clairement définis pour toutes ses activités, et sont constamment révisés et actualisés afin de garantir leur efficacité, leur transparence et leur fiabilité en toutes circonstances.

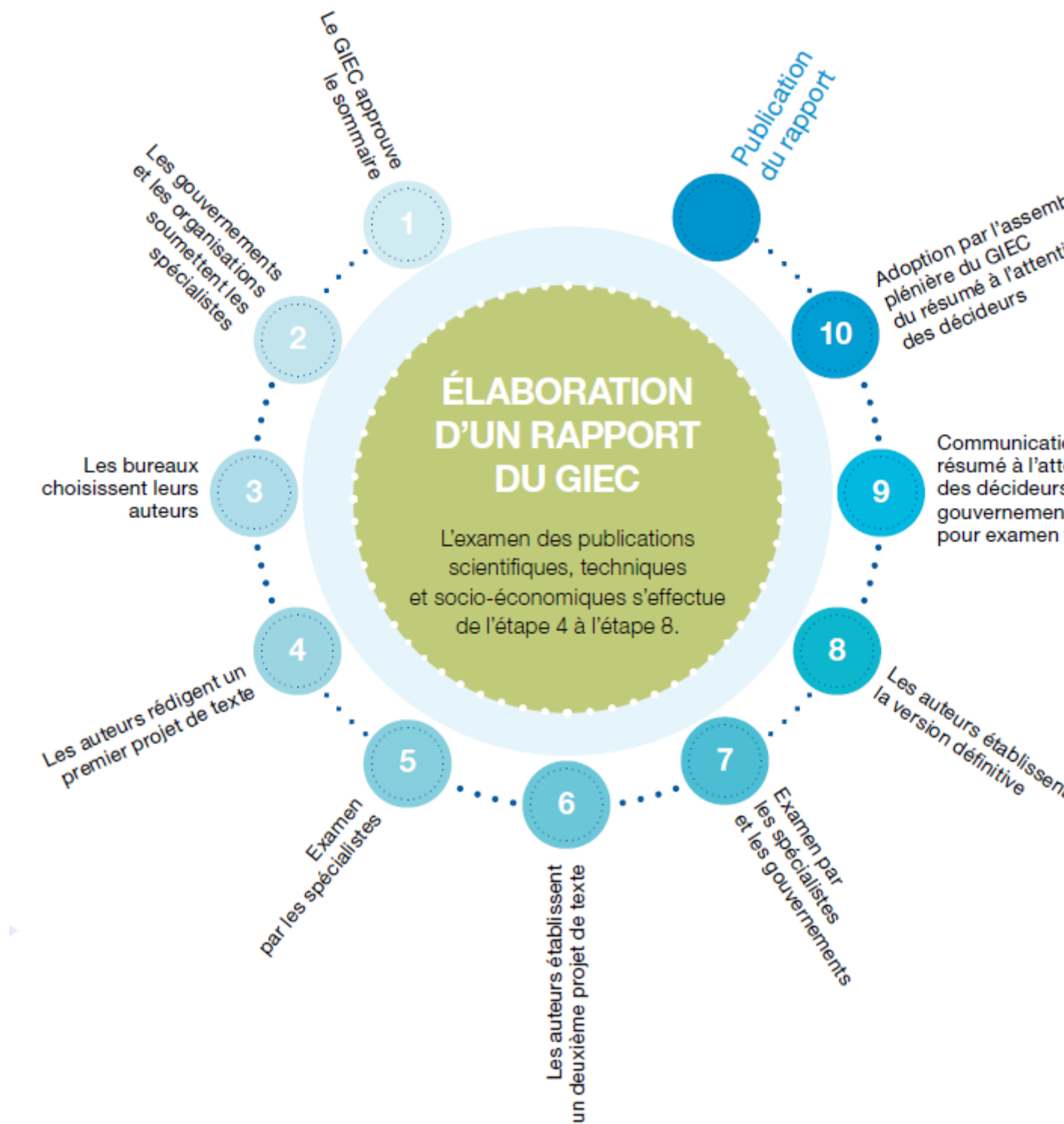
## **Élaboration d'un rapport du GIEC**

Les contributions à la rédaction des rapports se font à différents niveaux :

- les coprésidents coordonnent l'ensemble de la préparation du rapport de leur groupe de travail ;
- l'auteur coordonnateur principal coordonne les principales sections des rapports ;
- l'auteur principal produit une section déterminée ;
- l'auteur collaborateur élabore les éléments techniques à intégrer dans le chapitre ;
- l'éditeur-réviseur s'assure que le rapport tient compte des commentaires formulés par les spécialistes et par les gouvernements.

Les étapes successives de la préparation d'un rapport d'évaluation sont les suivantes :

1. Le GIEC, en réunion plénière, décide de préparer un rapport et en approuve le sommaire.
2. Les gouvernements et les organisations soumettent au GIEC la nomination de spécialistes, en fournissant notamment leurs curriculum vitae et leurs listes de publications.
3. Les bureaux des différents groupes de travail sélectionnent les auteurs.
4. Les auteurs rédigent un premier projet de rapport.
5. Ce projet est examiné par les spécialistes – examen 1 (8 semaines).
6. Les auteurs établissent un second projet de texte.
7. Cette seconde version est examinée par les spécialistes et par les gouvernements – examen 2 (8 semaines).
8. Les auteurs établissent la version définitive du rapport.
9. Les gouvernements examinent le résumé à l'attention des décideurs – examen 3 (8 semaines).
10. Les gouvernements réunis en assemblée plénière examinent le résumé à l'attention des décideurs, le texte final est adopté mot à mot à l'unanimité par les délégations gouvernementales et sous le contrôle des auteurs.



Généralement, les rapports du GIEC comportent :

- un ensemble de chapitres contenant l'évaluation scientifique, technique et méthodologique ;
- un résumé à l'intention des décideurs ou un chapitre de présentation générale ;
- un résumé technique (facultatif).

Dans le processus de validation des rapports, le GIEC fait une distinction entre acceptation, adoption et approbation ligne à ligne.

Les rapports dans leur version intégrale doivent être acceptés par le groupe de travail correspondant. Cela signifie que le texte n'a pas fait l'objet d'une approbation ligne par ligne, mais qu'il expose néanmoins le sujet de façon complète, objective et équilibrée.

Les résumés à l'intention des décideurs sont approuvés ligne à ligne lors d'une session du groupe de travail, cette procédure visant à garantir leur conformité aux éléments factuels figurant dans les chapitres du rapport.

Les rapports méthodologiques, les rapports de synthèse et les rapports spéciaux établis par chacun des groupes de travail sont acceptés, approuvés ou adoptés par le GIEC en session plénière. L'adoption est un processus d'approbation section par section, qui s'applique aux chapitres de présentation générale des rapports méthodologiques et à la version in extenso des rapports de synthèse.

Les rapports sont « réécrits » 3 fois tout au long d'un processus qui dure 2 ans.

Un rapport d'évaluation c'est 2 000 à 3 000 pages s'appuyant sur des milliers d'études et prenant compte plusieurs dizaines de milliers de commentaires.

### **Ressources pour mieux comprendre le GIEC :**

- [Site Web du GIEC en anglais \(IPCC\)](#) • [Livret « Mieux comprendre le GIEC » \(PDF - 784.38 Ko\)](#)

Cette brochure fait le point sur ce qu'est le GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat), comment il fonctionne et ce qu'il produit.

## **Changement climatique : ce qu'il faut retenir du sixième rapport des experts du Giec**

Le Giec publie ce lundi le premier volet de son sixième rapport, consacré aux éléments scientifiques les plus récents concernant l'évolution du climat.

Sept ans après son dernier rapport, le document [est très attendu](#). Lundi 9 août, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec) publie [ses nouvelles évaluations et prévisions climatiques](#) (*lien en anglais*). "L'influence humaine a réchauffé le climat à un niveau sans précédent depuis au moins 2 000 ans", alertent ses membres dans le sixième "résumé pour les décideurs", que franceinfo a pu consulter. Hausse de la température mondiale, intensification des événements extrêmes, responsabilité des activités humaines... Voici ce qu'il faut retenir de ce document référence.

## **Le changement climatique actuel est "sans précédent"**

Les scientifiques du Giec commencent par rappeler le constat suivant : "La température globale sur la surface de la Terre était plus chaude de 1,09°C entre 2011 et 2020 qu'elle ne

*l'était entre 1850 et 1900, avec une hausse plus importante au niveau des terres (1,59°C) qu'au niveau des océans (0,88°C).*" Suivent les nombreuses conséquences de ce réchauffement.

Ainsi, entre 1901 et 2018, le niveau des mers a grimpé de 20 centimètres, *"plus vite que lors de n'importe quel autre siècle depuis au moins 3 000 ans"*. Au nord, entre 2011 et 2020, *"l'étendue moyenne de la banquise en Arctique a atteint son plus bas niveau depuis 1850"*, cite encore la communauté de chercheurs. La fonte des glaciers, quant à elle, a causé un recul de leur surface *"sans précédent depuis 2 000 ans"*.

## **La concentration de CO2 est la plus élevée depuis au moins 2 millions d'années**

Depuis son dernier rapport [publié en 2014](#) (*lien en anglais*), le Giec se fait l'écho d'une situation qui ne s'est pas améliorée. *"Depuis 2011 [date des mesures citées dans le précédent rapport], la concentration [de gaz à effet de serre] a continué d'augmenter dans l'atmosphère"*, écrivent les auteurs. Jusqu'à atteindre en 2019 son plus haut niveau *"depuis au moins 2 millions d'années"* pour le CO2 et *"depuis au moins 800 000 ans"* pour le méthane et le protoxyde d'azote, deux autres gaz à effet de serre, déplorent-ils.

Résultat : alors que la capacité du monde à limiter le réchauffement de la planète à +1,5°C par rapport à l'ère pré-industrielle (l'objectif idéal de l'Accord de Paris) sera au centre des discussions de la COP26, le Giec, lui, adapte ses scénarios à la hausse par rapport à sa précédente publication. Le rapport publié ce lundi comprend en effet *"un plus large éventail"* de trajectoires d'émissions de gaz à effet de serre. Deux d'entre elles étudient les effets d'une hausse des émissions plus importante que précédemment, tandis que le scénario intermédiaire se concentre sur un maintien des émissions actuelles jusqu'en 2050 avant une baisse. La température pourrait alors augmenter de 2,1°C à 3,5°C d'ici la fin du siècle, et de 3,3°C à 5,7°C d'après les pires trajectoires, par rapport à la période 1850-1900. *"La dernière fois que la température globale a été de +2,5°C par rapport aux niveaux de 1850 à 1900, c'était il y a plus de 3 millions d'années"*, alerte le Giec.

## **Les activités humaines sont, "sans équivoque", à l'origine du réchauffement**

*"De nouveaux modèles, de nouvelles analyses et méthodes (...) permettent de mieux comprendre l'influence humaine sur un éventail plus large de variables climatiques"*, décrivent les scientifiques. Et le résultat est *"sans équivoque"* : *"C'est indiscutable, c'est un fait établi, les activités humaines sont à l'origine du changement climatique"*, a commenté la climatologue et coprésidente du Giec, Valérie Masson-Delmotte, lors d'une conférence de presse. Dans son rapport, le groupe insiste d'ailleurs particulièrement sur la responsabilité des activités humaines. Il est ainsi *"probable"* –selon les termes d'évaluation utilisés– que l'influence humaine ait contribué au schéma actuel des précipitations, *"extrêmement probable"* qu'elle ait induit les *"changements observés dans la salinité des eaux océaniques proches de la surface"*, *"très probable"* que l'activité humaine soit aussi à l'origine du recul des glaciers depuis les années 1990, de la fonte de la banquise en Arctique ou encore *"extrêmement probable"* que l'homme soit la *"cause principale"* du réchauffement de la couche supérieure des océans (de 0 à 700 m), répète le Giec au fil des pages.

"Les activités humaines affectent toutes les composantes du système climatique, certaines d'entre elles réagissant pendant des décennies et des siècles."

*Le Giec*

dans le "résumé pour les décideurs"

Alors que les émissions de gaz à effet de serre à l'origine du changement climatique sont toujours à la hausse, le groupe d'experts en décrit les conséquences futures. Vagues de chaleur, inondations, sécheresses, météo propice aux feux... *"Toutes les régions vont vivre plus de répercussions du changement climatique"*, écrit le Giec. Certaines seront même *"irréversibles pour des siècles voire des millénaires"*, en particulier concernant la température des océans, la fonte des glaciers ou encore la montée du niveau de la mer.

## **Des événements extrêmes attribués au changement climatique**

Au milieu d'une avalanche de catastrophes à travers le monde, des [inondations en Allemagne](#) et [en Chine](#) aux [incendies monstres en Europe](#) et [en Amérique du Nord](#), les scientifiques écrivent noir sur blanc que nombre de ces événements sont causés par le changement climatique. *"Les preuves qui montrent du changement dans des extrêmes comme les vagues de chaleur, les fortes précipitations, les sécheresses et les cyclones tropicaux (...) ont été renforcées depuis"* le dernier rapport de 2014.

Des preuves qui permettent aujourd'hui d'établir que les extrêmes de chaleur ou encore les fortes précipitations sont plus fréquents et plus intenses depuis les années 1950, à cause du changement climatique. *"Certaines chaleurs extrêmes au cours de la dernière décennie auraient été extrêmement improbables sans l'influence de l'activité humaine sur le système climatique"*, note par exemple le rapport. *"Chaque 0,5°C additionnel cause, de manière bien visible, une intensification et une augmentation de la fréquence des extrêmes chaleurs (...), des fortes précipitations tout comme des sécheresses."*

## **Plusieurs objectifs évoqués pour ralentir le réchauffement**

*"Le réchauffement à 1,5°C et 2°C va être dépassé pendant le XXIe siècle, à moins qu'une profonde baisse des émissions de CO2 et des autres gaz à effet de serre ne se produise dans les prochaines décennies"*, insiste le Giec. Il présente donc plusieurs solutions. Il faut d'abord, d'après les experts, [atteindre la neutralité carbone](#), c'est-à-dire arriver à un équilibre entre les émissions anthropiques et les absorptions de CO2, car *"chaque tonne de CO2 émise s'ajoute au réchauffement global"*.

Le Giec en vient ensuite au budget carbone : il s'agit d'une estimation de la quantité de CO2 que l'humanité peut encore émettre avant de dépasser l'objectif des 1,5°C. Le groupe d'experts estime qu'il ne faut pas aller au-delà d'environ 500 gigatonnes de CO2. Les experts évoquent enfin la capture de carbone, qui a le *"potentiel de retirer du CO2 de l'atmosphère et de le stocker durablement dans des réservoirs"*. Autant de solutions qui seront approfondies dans un autre volet, consacré aux mesures d'atténuation, de ce sixième rapport. Sa publication est prévue pour début 2022.



# Climat : les 6 chiffres alarmants du dernier rapport du GIEC

Le nouveau rapport des experts climat de l'ONU (GIEC), dévoilé ce lundi, montre que le climat change plus vite, et plus fort que ce que l'on craignait. Même en limitant le réchauffement global, de nouveaux désastres « sans précédent » menacent l'humanité, déjà frappée par des canicules et inondations en série.

Alerte rouge pour l'humanité. Le Groupe intergouvernemental sur le climat (GIEC), a publié, ce lundi, le premier volet de son sixième rapport : une première depuis sept ans. Ces nouvelles prévisions climatiques, très attendues à trois mois de la conférence climat COP26, sont accablantes.

Réchauffement climatique, montée des eaux, fonte des glaces, multiplications des épisodes dévastateurs... le climat change plus vite qu'on le craignait... Et les humains en sont en grande partie responsables.

## • + 5,7 °C

C'est le point central du rapport. Dans tous les scénarios envisagés, du plus optimiste au plus pessimiste, la température mondiale devrait atteindre + 1,5 °C, par rapport à l'ère pré-industrielle, autour de 2030. Soit dix ans plus tôt que la précédente estimation du GIEC il y a trois ans.

Mais les températures pourraient aussi monter beaucoup plus haut. Cinq scénarios sont présentés par le GIEC. Le plus noir envisage un réchauffement compris entre 3,3 et 5,7 degrés.

Une hypothèse loin d'être insensée. Car seule la moitié des gouvernements ont révisé leurs engagements d'émissions de gaz à effet de serre. La précédente série d'engagements, pris dans la foulée de l'Accord de Paris de 2015, conduirait à un monde à +3 °C, s'ils étaient respectés. Au rythme actuel, le monde se dirige plutôt vers +4 °C ou +5 °C.

## • + 2 mètres

Certaines conséquences du réchauffement de la planète sont déjà « irréversibles pour des siècles ou des millénaires », alertent les experts climat de l'ONU. C'est le cas notamment de la fonte des glaces et de la montée des eaux, quel que soit le rythme des futures émissions de gaz à effet de serre.

Le niveau des océans a augmenté d'environ 20 cm depuis 1900, et le rythme de cette hausse a triplé ces dix dernières années sous l'influence grandissante de la fonte des calottes glaciaires. Les scientifiques estiment désormais que le niveau de la mer pourrait gagner jusqu'à 1 mètre d'ici 2100.

Cette hausse pourrait atteindre près de 2 mètres d'ici à 2300, soit deux fois plus qu'estimé par le GIEC en 2019. Pire encore : en raison de l'incertitude liée aux calottes, dans le scénario du pire, les experts ne peuvent pas exclure une augmentation de 2 mètres d'ici 2100.

### • **410 ppm**

Le GIEC pointe la responsabilité humaine dans ce réchauffement de la planète. Depuis 2011, la concentration dans l'atmosphère de CO<sub>2</sub>, principal agent des gaz à effet de serre à l'origine du réchauffement, en moyenne annuelle, s'élève à 410 ppm. Cette valeur n'a pas été aussi élevée depuis au moins deux millions d'années.

### • **800.000 ans**

Le GIEC n'avait jamais autant parlé du méthane, deuxième gaz à effet de serre le plus important après le CO<sub>2</sub>. Il sonne l'alerte ce lundi : si les émissions de CH<sub>4</sub> ne sont pas réduites, cela pourrait saper les objectifs de l'Accord de Paris.

Les concentrations de CH<sub>4</sub> dans l'atmosphère - auxquelles contribuent les fuites venues de la production de gaz, les mines, le traitement des déchets et le bétail - dans l'atmosphère sont à leur plus haut depuis 800.000 ans. Et il a un pouvoir de réchauffement bien plus important que le CO<sub>2</sub>, même s'il reste bien moins longtemps dans l'atmosphère.

### • **X 150**

Le rapport souligne également les progrès exceptionnels de la « science de l'attribution ». Cette dernière permet désormais de quantifier la part de responsabilité du réchauffement dans un événement météo extrême spécifique, à l'instar des inondations, canicules ou épisodes de sécheresse.

Les scientifiques ont par exemple montré que [la canicule extraordinaire au Canada en juin 2021](#), avec des températures frôlant les 50 °C, aurait été « presque impossible » sans le changement climatique. Le réchauffement a ainsi rendu le « dôme de chaleur » 150 fois plus susceptible de se produire.

### • **X 3**

Océans, terres, atmosphère : toute la planète se réchauffe, mais certaines zones plus vite que d'autres. En Arctique par exemple, la température moyenne des jours les plus froids devrait augmenter trois fois plus vite que le réchauffement mondial. Et si le niveau de la mer monte partout, il pourrait gagner jusqu'à 20 % de plus que la moyenne sur de nombreux littoraux.

Pour les scientifiques, l'effondrement des calottes glaciaires est identifié comme un « point de rupture ». Si sa probabilité est faible, son impact serait dévastateur. S'il vient à se produire, les changements seraient radicaux, et parfois irréversibles.

**Avec AFP**

Tifenn Clinkemaillie

# COP26 : sceptiques, jusqu'au-boutistes, submergés... On vous présente les six grandes familles de pays qui négocient en ce moment sur le climat

Article rédigé par



[Thomas Baietto](#)

France Télévisions

Publié le 02/11/2021 06:59 Mis à jour le 02/11/2021 13:28

Temps de lecture : 9 min.

Les six familles des négociations climatiques. (ELLEN LOZON / GETTY IMAGES / FRANCEINFO)

Le réchauffement climatique a beau être un problème mondial, la communauté internationale reste divisée sur les manières d'y faire face. A chaque COP, des groupes de pays aux positions et intérêts opposés se font et se défont. A l'occasion de la COP26 de Glasgow, franceinfo fait les présentations.

Dans la lutte contre le changement climatique, il y a les pays qui traînent des pieds et ceux qui les ont déjà dans l'eau. Ceux qui ont déjà bien profité des énergies fossiles et ceux qui aimeraient en faire autant pour améliorer le niveau de vie de leur population. Alors que la COP26 se déroule du 31 octobre au 12 novembre à Glasgow, les négociations climatiques ont dessiné, depuis [la signature de la Convention climat](#) en 1992, de nouveaux "continents" et de nouvelles coalitions sur la carte du monde.

Une première ligne de partage s'est faite il y a vingt-neuf ans entre les pays industrialisés et les autres, pour acter la responsabilité historique des premiers dans l'émission de gaz à effet de serre (GES), moteurs du réchauffement climatique. Depuis, d'autres clivages sont apparus pour former des "familles" de pays, au gré de leurs intérêts particuliers. Ces alliances sont mouvantes : certains pays figurent dans plusieurs cercles et d'autres peuvent en changer en fonction des sujets négociés. Mais elles donnent un bon aperçu des joutes climatiques actuelles. Franceinfo vous présente les six principales familles des négociations de la COP.

## 1Les "sceptiques", ces pays industrialisés peu pressés de réduire leurs émissions



Les sceptiques.

(ELLEN LOZON / GETTY IMAGES / FRANCEINFO)

**Membres :** Australie, Canada, Etats-Unis, Norvège, Russie.

**Positions :** avec d'autres, ces pays font historiquement partie de [l'Umbrella Group\\*](#). Ce "groupe parapluie" s'est formé dans la foulée du protocole de Kyoto (1997) pour regrouper les pays industrialisés hors de l'UE. Ses membres se sont toujours prononcés contre le prolongement de ce protocole et contre de nouveaux engagements de réduction dans ce cadre plus contraignant que l'accord de Paris.

Cinq de ces pays "réticents" sont de grands producteurs d'énergies fossiles, dont la combustion est la première cause du réchauffement climatique : le charbon pour l'Australie et les Etats-Unis, le pétrole pour la Norvège et la Russie, le gaz de schiste pour les Etats-Unis, les sables bitumineux pour le Canada ou le gaz pour la Russie.

Aujourd'hui, ils font toujours figure de "mauvais élèves", avec une action contre le changement climatique jugée insuffisante ou gravement insuffisante par le consortium [Climate Action Tracker\\*](#). Après avoir enterré le protocole de Kyoto, les Etats-Unis ont failli récidiver avec l'accord de Paris, qu'ils ont momentanément quitté sous l'impulsion de Donald Trump. Le Canada continue de construire des kilomètres de pipelines pour exporter son pétrole non conventionnel, parmi [les plus émetteurs de CO2 de la planète](#). Et l'Australie, qui continue de défendre bec et ongles le charbon, a été affublée par [CNN\\*](#) du titre de nouveau "méchant" de la COP.

## 2Les "lucides", ces pays industrialisés qui se veulent exemplaires



Les lucides. (ELLEN

LOZON / GETTY IMAGES / FRANCEINFO)

**Membres :** les 27 Etats de l'Union européenne et le Royaume-Uni.

**Positions :** face aux réticences américaines, l'UE a historiquement pris le leadership des négociations climatiques. *"Selon les périodes, elle a pu jouer un rôle moteur dans le processus, poussant pour obtenir des accords plus ambitieux et adoptant de façon unilatérale des objectifs de réduction des émissions à la veille de dates clés"*, relèvent les chercheurs Amy Dahan et Stefan Aykut dans leur ouvrage de référence *Gouverner le climat* (Presses de Sciences Po, 2014). La Communauté économique européenne (CEE), ancêtre de l'UE, est ainsi le seul groupe de pays à avoir signé le protocole de Kyoto. La Commission européenne a, elle, présenté en 2021 un [Pacte vert ambitieux pour réduire de 55% ses émissions de CO2 à l'horizon 2030](#).

Un leadership justifié par l'absence de réserves importantes d'énergies fossiles sur le Vieux Continent (hors charbon dans certains pays et pétrole pour le Royaume-Uni). Promouvoir la transition vers les énergies renouvelables comme l'éolien ou le solaire présente aussi un intérêt géopolitique puisqu'il permet de réduire la dépendance au pétrole des pays du Golfe ou au gaz de Russie.

Les pays européens sont cependant loin d'être aussi exemplaires qu'ils le prétendent. Seule la politique du Royaume-Uni est jugée *"presque suffisante"* par Climate Action Tracker, même si Londres n'a pas renoncé aux hydrocarbures et pourrait autoriser prochainement l'exploitation du champ pétrolier écossais de Cambo. L'ensemble de l'UE se voit attribuer le commentaire *"insuffisant"*. L'ONG estime que l'UE n'en fait pas assez pour sortir du charbon et pour financer l'aide aux pays pauvres. Elle juge enfin que les directives européennes ne sont pas toujours appliquées par les Etats membres. Certains pays, [comme la Pologne](#) ou [l'Allemagne](#), restent en effet très attachés au charbon, l'énergie fossile la plus émettrice de GES. Même un pays comme [la France n'est pas à la hauteur de ses engagements](#), comme [le rappelle régulièrement le Haut Conseil pour le climat](#).

**3Les "réticents", ces pays émergents qui réclament le droit d'émettre autant que l'Occident**



Les réticents. (ELLEN

LOZON / GETTY IMAGES / FRANCEINFO)

**Membres :** Afrique du Sud, Brésil, Chine, Inde.

**Positions :** contrairement aux pays développés, ces quatre pays, dont la montée en puissance s'est faite en même temps que les négociations climatiques, n'étaient pas concernés par les réductions d'émissions dans le cadre du protocole de Kyoto, en vertu du principe des *"responsabilités communes mais différenciées"*. Ce précepte reste au cœur de leur position, même si la Chine est devenue depuis le premier émetteur mondial de GES. S'il a pu être utilisé de *"façon stratégique"* par ces pays pour *"justifier leur inaction"*, ce principe *"reflète aussi une conviction sincère selon laquelle, d'un côté, les pays industrialisés sont responsables en priorité de la dégradation de l'environnement global. De l'autre, les pays en développement ont d'autres priorités plus urgentes"*, analysent les auteurs de *Gouverner le climat*.

Ces pays sont d'autant plus réticents à faire des concessions sur leurs émissions que le charbon occupe une place importante dans leur mix énergétique : [57,64% en Chine\\*](#), [54,67% en Inde\\*](#) et [70,61% en Afrique du Sud\\*](#). Au Brésil, le mix est meilleur, avec 46,18% de l'énergie primaire générée par les renouvelables (principalement l'hydroélectricité). Mais le géant sud-américain émet énormément de GES en déforestant l'Amazonie ([44% des émissions du pays en 2018\\*](#)).

Aujourd'hui, si la Chine multiplie les déclarations et [les promesses ambitieuses](#), ces pays ne font pas partie des bons élèves. Seule l'action de l'Afrique du Sud est notée *"insuffisante"* par Climate Action Tracker, quand les trois autres sont notées *"très insuffisantes"*. Le président chinois, Xi Jinping, ne fera pas le déplacement à Glasgow.

**4Les "jusqu'au-boutistes", ceux qui veulent que rien ne change**



Les jusqu'au boutistes. (ELLEN

LOZON / GETTY IMAGES / FRANCEINFO)

**Membres :** Arabie saoudite, Emirats arabes unis, Irak, Iran, Koweït, Qatar.

**Positions :** ces pays font figure de mauvais génies sur la scène climatique, où ils conservent, selon les mots d'Amy Dahan et Stefan Aykut, "une forte capacité de nuire". "L'Arabie saoudite, en particulier, représente un frein à tout progrès et cherche des compensations au fait que le monde utilisera moins de pétrole dans le futur", écrivent-ils. En 2015, à Paris, l'Arabie saoudite [a tenté, sans succès, d'effacer la mention des 1,5 °C](#) de l'accord. L'Iran n'a tout simplement pas signé le texte.

La position de ces pays est compréhensible. L'exportation de pétrole ou de gaz est la clé de voûte de leur économie et, pour les pays du Golfe, de leur prospérité. Certains, comme l'Irak, sont en outre empêtrés dans des crises militaires et politiques complexes. Si l'Arabie Saoudite a récemment annoncé [qu'elle visait la neutralité carbone pour 2060](#), cette promesse apparaît peu crédible puisque le royaume n'a pas l'intention de diminuer ses exportations pétrolières. Mi-octobre, le géant pétrolier saoudien Aramco avait ainsi affirmé vouloir accroître sa capacité de production quotidienne de 12 à 13 millions de barils d'ici 2027.

## 5 Les "submergés", ces îles qui réclament une réaction forte et rapide face à la montée des eaux



Les submergés.

(ELLEN LOZON / GETTY IMAGES / FRANCEINFO)

**Membres** : 39 pays regroupés au sein de l'alliance des petits Etats insulaires, parmi lesquels les Comores, Cuba, les Fidji ou les Seychelles.

**Positions** : si les effets du réchauffement climatique se font désormais sentir partout dans le monde, les Etats insulaires, menacés par [la montée des eaux](#), ont historiquement été en première ligne pour réclamer une action forte et rapide de la communauté internationale. Ils se sont rapidement regroupés au sein d'une organisation, [l'Aosis\\*](#), pour "alliance des petits Etats insulaires". On leur doit notamment l'intégration dans les négociations de l'objectif des 1,5 °C de réchauffement, mentionné dans l'accord de Paris en 2015.

Ces pays ont aussi en commun d'être dépourvus, à quelques exceptions près comme Cuba, de gisements d'hydrocarbures et d'avoir émis très peu de GES. On trouve parmi eux les pays les moins émetteurs de toute l'histoire, comme l'île Niue (272 287 tonnes contre 410 milliards pour les Etats-Unis) ou Tuvalu (276 527 tonnes), selon les données du site [Our World in Data\\*](#).

Aujourd'hui, ces pays continuent de pousser à la fois pour une réduction rapide des émissions de GES et pour une augmentation de l'aide aux pays pauvres. Le 16 septembre, [dans une déclaration commune\\*](#), ils ont appelé "les principaux émetteurs, particulièrement le G20, à stopper toute subvention aux énergies fossiles dès 2023 et à accélérer leurs actions pour une transition vers une économie faible en émissions".

## 6Les "vulnérables", ces pays très menacés malgré leur faible responsabilité



Les vulnérables.

(ELLEN LOZON / GETTY IMAGES / FRANCEINFO)

**Membres** : 48 pays regroupés au sein du groupe des "pays les moins avancés", parmi lesquels la République centrafricaine, l'Ethiopie, le Népal ou le Sénégal.

**Positions** : ces pays partagent avec les Etats insulaires – certains, comme Haïti, figurent dans les deux groupes – une grande vulnérabilité au réchauffement et une très faible responsabilité dans cette crise. Ils se sont battus historiquement pour inscrire dans les négociations climatiques le principe d'une aide financière des pays développés. A Copenhague, en 2009, ils ont obtenu un engagement de 100 milliards de dollars par an d'ici 2020 – une promesse non



tenue puisque cette aide plafonne autour de 80 milliards – et l'accord de Paris mentionne explicitement ce principe.

En amont de la COP26, ils se sont battus [pour assouplir les règles de quarantaine liées au Covid-19](#)\* afin de pouvoir se rendre à Glasgow et ont réclamé, à nouveau, des réductions de GES importantes. *"Les pays les moins avancés sont les plus affectés par le réchauffement climatique même s'ils ont le moins contribué à le provoquer. Les pays riches avec une grande responsabilité doivent urgemment réduire leurs émissions, et augmenter leur soutien aux pays en développement"*, a [déclaré leur porte-parole](#)\*, avant d'ajouter : *"Les financements accordés sont bien inférieurs aux besoins de nos pays et de nos peuples, et ce déficit coûte des vies."*

\* *Les liens marqués par un astérisque renvoient vers des contenus en anglais.*

[Voir les commentaires](#)

Partager :